

LE JOUR, 1951
25 Octobre 1951

DE LA DEFENSE COLLECTIVE

La défense collective signifie la nécessité d'empêcher la guerre. Rien n'est plus pressant à cette heure.

Le manque d'équilibre entre les forces en présence a pour résultat naturel de rendre la tentation plus forte chez le plus fort. Et le plus fort peut céder à l'envie d'attaquer, surtout s'il compte sur la révolution chez les autres.

Le monde doit s'armer ou doit désarmer en même temps. Comme la suspicion est partout, à qui ferait-on confiance sans la force aujourd'hui ? Et parler de désarmement au moment où les explosions atomiques se multiplient paraît illusoire et futile.

Il faut finir par comprendre que les nationalismes aigus n'ont plus d'avenir. Toutes les chances des nations sont dans la connaissance de l'interdépendance et dans la nécessité de la coopération. On soutient une idée, un principe ou l'autre. On ne peut pas ne pas prendre parti quand le fondement de la vie est en jeu.

Et c'est mal servir son pays, ou c'est lui faire tort, que de l'orienter vers une solitude politique trop grande. Le comble, d'ailleurs, quand il s'agit de Proche-Orient et des pays en crise en ce moment, c'est d'oublier la situation géographique de ce Proche-Orient. Ne dirait-on pas que le Proche-Orient se trouve à l'écart du danger, plus loin que l'Australie ou que le Groenland, tandis qu'il est pour l'éternité à l'articulation de trois continents et au centre névralgique du monde ?

Les pays du Proche-Orient ont besoin en ce moment de chefs politiques qui éclairent l'opinion et qui la déterminent, et non point d'hommes qui la suivent dans le trouble et dans l'erreur. Le chef qui manque de courage à un tel tournant ne mérite pas d'être le chef. Et l'on doit au peuple la vérité.

Les dangers que courent les nations sont immenses et ceux que court le Proche-Orient sont parmi les plus grands. On ne peut pas compter qu'une région aussi vitale sera épargnée par faveur, ou qu'on aura affaire à un conquérant magnanime.

Les pays qui ont dans leur patrimoine géographique le Canal de Suez, la route aérienne d'Occident en Orient la plus courte et le pétrole ne peuvent espérer être défendus contre l'usage de l'arme atomique que par des précautions exceptionnelles. Et c'est l'intérêt du possesseur de la route et du possesseur du pétrole que l'un et l'autre ne soient pas menacés ou détruits.

C'est à ces choses qu'il faut penser quand on cherche une solution aux difficultés actuelles. C'est devant cette évidence qu'il faut se mettre. La littérature politique proche-orientale, si elle continue à être aussi superficielle et vide de substance, nous jouera à tous de vilains tours. Le temps de voir beaucoup plus grand et plus large est venu. Nous ne pensons pas que les pays de la Ligue arabe aient la moindre envie de connaître les douceurs du régime dont les pays balkaniques, derrière le rideau de fer, font l'aimable expérience.

Il reste que le but de tout est la paix. Si l'on veut la paix, il faut vouloir la défense collective qui seule l'organise et l'assure. Et l'on ne peut plus imaginer une défense collective en Méditerranée orientale d'où les principaux Méditerranéens, avec les Etats-Unis, soient absents.

Nous manquerions au devoir de l'amitié envers l'Egypte si nous n'insistions pas là-dessus. Notre solidarité avec les intérêts fondamentaux de l'Egypte a pour corollaire la solidarité de l'Egypte avec les nôtres. Que le roi d'Egypte soit roi du Soudan, nous le voulons de tout cœur ; mais nous ne voulons pas de la faillite de la logique, du déchaînement des chauvinismes et des fanatismes, de l'aggravation de la menace sioniste et de l'anarchie.